

*Les subsides*

conçu sous le gouvernement précédent, alors qu'il siégeait au Cabinet, mais nous n'avons rien entendu à ce sujet depuis lors.

**M. Rompkey:** Monsieur le Président, mon collègue, le député de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe (M. Tobin) soulève une question importante tant pour lui que pour moi, ainsi que pour les gens que nous servons. Comme je l'ai dit dans mon intervention, si rien n'est fait, la société Fisheries Products International fermera 23 usines qu'elle considère improductives.

Si aucun programme n'est mis en œuvre, ces petites localités de sa circonscription et de la mienne seront non seulement vulnérables, mais elles risquent également de voir toute leur économie s'effondrer.

Nous avons proposé la création d'une société publique, une société de développement des pêches du Nord. Or, non seulement le gouvernement n'a pas donné suite à cette recommandation, mais il a pris les 15 millions de dollars que nous avions mis de côté pour financer cette société et les a utilisés ailleurs. C'est tout à fait inexcusable et condamnable.

Mon honorable collègue et moi-même devons poursuivre la lutte afin d'obtenir la création de cette société pour les usines établies dans la péninsule nord de Terre-Neuve et le long de la côte du Labrador. Ce n'est qu'avec cette aide que ces gens, qui sont tout à fait défavorisés et vulnérables, pourront survivre.

**Le président suppléant (M. Charest):** Reprise du débat.

● (1620)

[Français]

**Mme Monique B. Tardif (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, même après ce que nous venons d'entendre, je pense que vous ne serez pas surpris si je vous dis que moi, je suis heureuse de me lever pour dire que le gouvernement n'a pas abandonné les provinces atlantiques, comme le prétend l'opposition.

Le gouvernement conservateur est au pouvoir depuis maintenant 15 mois et je pense que les Canadiens connaissent les gestes que nous avons posés et les résultats que cela a donnés.

Avant de donner un détail de ce qui se passe dans les provinces de l'Atlantique, j'aimerais, monsieur le Président, broser un tableau global de la situation nationale qui, à elle seule, constitue un indicateur économique des plus encourageants.

Je rappellerai à cette Chambre que le chômage a diminué de 1.5 p. 100 depuis notre accession au pouvoir. Cela représente un progrès remarquable, alors que nous traversons une phase de relance économique encore un peu fragile.

Durant le premier quart de l'année 1985, le taux de croissance du Produit national brut a augmenté de 33 p. 100 par rapport au premier trimestre de l'année 1984. Au cours de la même période de temps, les taux d'intérêt ont baissé, passant de 11.25 p. 100 à la fin de 1984 au niveau actuel qui se situe aux environs de 10 p. 100. En août 1985, la vente au détail avait augmenté de 12.6 p. 100, si on la compare à celle de l'année précédente, et les choses continuent à s'améliorer.

Ces statistiques ont de quoi faire rougir l'opposition car elles sont bel et bien appuyées par les prévisions du Conseil économique du Canada qui annonce 10 années de croissance conti-

nue, une inflation modérée et le déclin progressif du taux de chômage.

Le Conseil prévoit une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 3.5 p. 100 durant les 10 prochaines années, un taux d'inflation inférieur à 4 p. 100 et une chute du taux de chômage qui devrait se stabiliser aux environs de 7.6 p. 100 d'ici 1991.

Mais maintenant revenons-en aux gestes posés pour venir en aide aux provinces de l'Atlantique. Le gouvernement du Canada a signé avec l'Île du Prince-Édouard un accord sur les tarifs de l'électricité. Cette initiative totalise plus de 50 millions de dollars et vise à réduire les tarifs d'électricité en vigueur dans cette province. L'un des éléments de cet accord est une entente auxiliaire provisoire à frais partagés, dotée d'un budget de 8.5 millions de dollars et, de cette somme, 6.8 millions de dollars proviennent du gouvernement fédéral. En outre, un conseiller spécial a été nommé pour évaluer toutes les avenues possibles touchant à une solution à long terme aux problèmes d'énergie de l'Île.

Ce gouvernement a signé des ententes sur le tourisme et le développement des marchés aux termes des ententes-cadre. Il a également fourni une aide de 4.5 millions de dollars pour l'établissement d'une nouvelle usine de traitement de la viande afin de remplacer celle de la Canada Packers.

Au total, le gouvernement a fourni à cette province 103 millions de dollars dans le cadre de l'entente de développement économique régional.

Quant à Terre-Neuve, au printemps dernier, les gouvernements fédéral et provincial en sont venus à une entente conjointe par laquelle ils verseront la somme de 180 millions de dollars pour l'amélioration du réseau routier de Terre-Neuve. Aux termes de l'EDER, 150 millions de dollars seront injectés dans la valorisation de la Transcanadienne et 30 millions de dollars seront alloués aux routes du Labrador. La contribution fédérale s'élève à 112.5 millions de dollars; de plus, 93 millions de dollars ont été alloués pour le plan de développement de l'aéroport de Goose Bay, et une contribution de 6.5 millions de dollars a servi à améliorer la qualité de l'eau potable de la municipalité de Channel-Port-aux-Basques.

Au total, le gouvernement fédéral aura injecté à Terre-Neuve, dans le cadre de l'EDER, plus de 235 millions de dollars échelonnés sur cinq ans.

Maintenant, ils ont parlé de la Nouvelle-Écosse. En mai 1985, huit nouveaux membres ont été nommés au Comité consultatif sur le Cap-Breton afin d'étudier les façons dont les gouvernements fédéral et néo-écossais pourront promouvoir l'emploi et le développement économique à long terme au Cap-Breton.

Le gouvernement canadien a également approuvé l'achèvement d'un deuxième tunnel d'accès à la couche sous-marine de charbon de Donken-Morien au Cap-Breton. Le creusage de ce tunnel de 3.5 kilomètres, et qui durera 12 mois, est évalué à 16 millions de dollars. Il sera financé dans les limites du budget actuel de la Devco pour les dépenses en capital et, conformément aux niveaux de référence, le projet de creusage du tunnel prouve l'engagement du gouvernement fédéral à l'égard du Cap-Breton. Il favorise l'économie locale et permettra de créer 100 emplois dans la région de Glace Bay.